

## Attentes du Bloc Québécois pour la mise à jour économique

- Un budget énonce les orientations et priorités gouvernementales et présente les mesures législatives, fiscales et budgétaires nécessaires à leur mise en œuvre.
- Un énoncé économique a une vocation plus modeste :
  - L'évolution de la situation économique et fiscale depuis le dernier budget;
  - La réponse du gouvernement pour faire face à ces changements;
  - Les mesures que le gouvernement entend prendre pour faire face aux urgences qui sont survenues depuis la présentation du budget.
- À titre d'exemple, lors de l'énoncé économique de novembre 2022, le gouvernement avait prévu un déficit de 30,6 milliards\$ pour l'année, qu'il a révisé à 40,1 milliards\$ dans le budget du printemps 2023. Le 13 octobre 2023, le Directeur parlementaire du budget l'estimait plutôt à 46,5 milliards\$, en hausse de 16 milliards\$ ou 53% par rapport aux prévisions de l'année précédente.
- Cette explosion soudaine du déficit fédéral, qui se reflétera dans l'énoncé économique, nécessite que le gouvernement indique ce qu'il entend faire pour reprendre le contrôle des finances publiques et qu'il fasse part de sa ligne de conduite pour un éventuel retour à l'équilibre budgétaire.
- Au-delà de cette exigence minimale de saine gestion, le Bloc Québécois a formulé sept demandes à la ministre des Finances, lesquelles visent toutes à faire face à des urgences :

### Crise du logement

- Création d'un fonds d'acquisition pour organismes à but non lucratif
  - Chaque année, des dizaines de milliers de logements cessent d'être abordables parce que l'édifice où ils se trouvent est racheté par des investisseurs ou des spéculateurs qui, par rénoviction ou autrement, font exploser le coût des loyers et les rendent inabordables.
  - Un fonds d'acquisition permettrait à des acteurs hors-marché d'acquérir ces immeubles, de freiner le mouvement spéculatif et de conserver ces logements abordables.
- Prêts à faibles taux pour la construction de logements locatifs abordables
  - La hausse des taux d'intérêt a mis un frein à la construction de logements : le nombre de mises en chantier a chuté de 68 000 en 2021, à environ 30 000 cette année.

- Pour contrer l'effet de la hausse des taux d'intérêt dans le marché financier traditionnel, le gouvernement devrait mettre en place un programme de prêts à très faibles taux pour financer la construction de logements locatifs, assorti de critères stricts pour que ces logements soient vraiment abordables.
- Ces prêts seraient accessibles tant aux promoteurs privés qu'aux entreprises d'économie sociale comme les coopératives et les organismes à but non lucratif.

## **Crise des médias**

### Fonds d'urgence pour les médias

- Le refus des géants du web de négocier des accords de partage des revenus publicitaires avec les médias a provoqué une véritable crise qui menace la survie à court terme de dizaines de médias, en particulier en région.
- D'ici la mise en place d'une solution durable, le gouvernement doit rapidement créer un fonds d'urgence pour venir en aide aux médias, à la hauteur des revenus qui étaient escomptés de la mise en œuvre du projet de loi C-18.

## **Ralentissement économique et PME**

### Report d'un an de la date limite pour le remboursement du CUEC

- Le Compte d'urgence pour entreprises canadiennes est un programme de prêts sans intérêts mis en place pendant la pandémie pour permettre aux petites entreprises de passer au-travers.
- Ces prêts, d'un maximum de 60 000\$, comprenaient une partie pardonnable d'au plus 20 000\$, conditionnellement à ce que le prêt soit entièrement remboursé avant le 31 décembre 2023.
- Alors que l'économie ralentit, que le nombre de faillites de petites entreprises a presque doublé depuis un an et que la hausse des taux d'intérêts impose une charge très lourde aux entrepreneurs, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante estime que la rigidité du gouvernement menace la survie de 250 000 PME au Canada.
- Le Bloc Québécois demande au gouvernement de faire montre de souplesse et de reporter d'un an la date limite pour rembourser le prêt d'urgence sans perdre la partie « pardonnable ».

## **Pouvoir d'achat des aînés**

### Augmenter la pension de la sécurité de la vieillesse dès 65 ans

- Le taux de remplacement net des pensions, selon les estimations de l'OCDE, était de 50,7% des revenus de préretraite au Canada en 2018, contre 57,6% en moyenne dans l'OCDE ou 63% dans l'Union européenne. Sur un total de 49 pays étudiés, le Canada est au 32e rang.
- En d'autres mots, les aînés au Canada ont un pouvoir d'achat plus faible que dans la grande majorité des pays industrialisés.
- L'inflation a été plus marquée pour les biens essentiels (logement, nourriture, énergie), que pour les biens de consommation. Elle a particulièrement frappé les ménages à revenus modestes qui y consacrent une part plus importante de leur budget.
- Le Bloc Québécois demande d'étendre à tous les aînés, dès l'âge de 65 ans, la hausse de la pension de la sécurité de la vieillesse qui a été accordée aux aînés de 75 ans et plus.
- Cette mesure, qui représenterait une hausse de leurs revenus annuels d'environ 800\$, les aiderait à faire face à la hausse du coût de la vie.

### **Subventions aux énergies fossiles**

- Au cours des deux derniers budgets, le gouvernement a mis en place une panoplie de programmes d'aide, subventions directes ou mesures fiscales, à l'intention des pétrolières et gazières.
- Ces programmes, qui visent à faire payer par les contribuables les investissements qu'elles devront faire pour réduire leur pollution, totalisent 83 milliards\$ d'ici 2035.
- Le Bloc Québécois demande l'abolition de ces programmes de subventions aux énergies fossiles.

### Débloquer immédiatement un fonds d'urgence en itinérance

- Au dernier dénombrement, le nombre de personnes en situation d'itinérance a doublé au Québec depuis l'an dernier.
- Les ressources n'ayant pas suivi, nombre d'entre elles se retrouvent dans le plus complet dénuement alors que les campements temporaires se vident avec l'arrivée de l'hiver.
- Le Bloc Québécois demande de suivre l'exemple du gouvernement du Québec dans sa dernière mise à jour économique et de débloquer immédiatement des fonds pour la mise en place de refuges d'urgence.